

# Les opérateurs funéraires publics réaffirme leur place

Publication : vendredi 20 juin 2014 07:37

La Gazette des Communes, 28 octobre 2013

Date : 28/10/2013  
Pays : FRANCE  
Département : 31/Tarbes  
Diffusion : 31/77  
Participation communale :  
Surface : 176 %



ÉVÉNEMENT

## Pompes funèbres Les opérateurs funéraires publics réaffirment leur place

Vingt ans après, les opérateurs publics dressent un bilan critique de la loi « Sicur », qui a ouvert les pompes funèbres à la concurrence. Ils doivent en outre faire face à de nouveaux enjeux : la progression spectaculaire de la crémation et le développement massif des contrats obsèques.

C'est une communication professionnelle qui éclaire depuis 20 ans les opérateurs publics de la crémation. Depuis la loi du 8 février 1993 relative aux pompes funèbres, qui n'a pas été renouvelée, les opérateurs privés ont pris de l'assurance et se sont imposés. Mais au-delà de la concurrence, du tort et du préjudice porté par l'ancien décret (37,9% des crémations), il existe aussi de la contestation des lois de Sicur, dont Pierre Simon, alors maire de l'Est, était chargé des collectivités locales.

### 53 %

Le chiffre connaît une croissance régulière depuis 2000 et atteint 53 % en 2013. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

### Moins de 20 %

Les apports de ces taxes sont tout à fait insuffisants pour assurer la sécurité sociale et les emplois. Pour ce faire, l'Etat et l'Assurance-Dépendance, autrefois de compétences associées à l'Université (Illa 2), l'ont transférée à la Sécurité sociale. Mais les opérateurs publics comme privés doivent une partie importante de leur chiffre d'affaires à la Sécurité sociale et à la Sécurité sociale. Ceux-ci sont donc moins nombreux. Mais la moitié des opérateurs et leur compagnie, à la fin n'assurent les prestations de retraite pour leur

Jean-Pierre Deneu, directeur de la branche de l'Etat, a été remplacé par des élus et une délégation de la loi Sicur. Pour lui, la loi Sicur a été une réussite et il faut faire de la crémation une pratique courante et sûre dans toute la France. Pour ce faire, il faut que les autorités locales et nationales travaillent ensemble pour améliorer les conditions de vie des personnes dans les cimetières et les crématoriums.

Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

### Moins de 20 %

Les apports de ces taxes sont tout à fait insuffisants pour assurer la sécurité sociale et les emplois. Pour ce faire, l'Etat et l'Assurance-Dépendance, autrefois de compétences associées à l'Université (Illa 2), l'ont transférée à la Sécurité sociale. Mais les opérateurs publics comme privés doivent une partie importante de leur chiffre d'affaires à la Sécurité sociale et à la Sécurité sociale. Ceux-ci sont donc moins nombreux. Mais la moitié des opérateurs et leur compagnie, à la fin n'assurent les prestations de retraite pour leur

clients. Jean-Pierre Deneu, directeur de la branche de l'Etat, a été remplacé par des élus et une délégation de la loi Sicur. Pour lui, la loi Sicur a été une réussite et il faut faire de la crémation une pratique courante et sûre dans toute la France. Pour ce faire, il faut que les autorités locales et nationales travaillent ensemble pour améliorer les conditions de vie des personnes dans les cimetières et les crématoriums.

Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Jean-Pierre Deneu, directeur de la branche de l'Etat, a été remplacé par des élus et une délégation de la loi Sicur. Pour lui, la loi Sicur a été une réussite et il faut faire de la crémation une pratique courante et sûre dans toute la France. Pour ce faire, il faut que les autorités locales et nationales travaillent ensemble pour améliorer les conditions de vie des personnes dans les cimetières et les crématoriums.

Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Jean-Pierre Deneu, directeur de la branche de l'Etat, a été remplacé par des élus et une délégation de la loi Sicur. Pour lui, la loi Sicur a été une réussite et il faut faire de la crémation une pratique courante et sûre dans toute la France. Pour ce faire, il faut que les autorités locales et nationales travaillent ensemble pour améliorer les conditions de vie des personnes dans les cimetières et les crématoriums.

Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Jean-Pierre Deneu, directeur de la branche de l'Etat, a été remplacé par des élus et une délégation de la loi Sicur. Pour lui, la loi Sicur a été une réussite et il faut faire de la crémation une pratique courante et sûre dans toute la France. Pour ce faire, il faut que les autorités locales et nationales travaillent ensemble pour améliorer les conditions de vie des personnes dans les cimetières et les crématoriums.

Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Le chiffre grimpe régulièrement. Les opérateurs privés détiennent 47 % des crémations. Ces dernières années, la croissance est plus forte et le chiffre grimpe régulièrement. Le chiffre grimpe régulièrement.

Tous droits de reproduction réservés